[](https://www.kla.tv/16978)

Venezuela : la cohésion nationale fait échouer le putsch contre le gouvernement

**Au début du mois de mai 2020, une action militaire visant à renverser le président vénézuélien Nicolás Maduro a échoué. Plusieurs personnes ont été traduites en justice. Le parti d'opposition Primero Justicia (« La justice d'abord »), s'est distancié de l'opposant Juan Guaidó, soutenu par les gouvernements occidentaux, et ne s'est pas impliqué dans la stratégie « diviser pour mieux régner » fomentée depuis étranger.**

Au Venezuela, une action militaire sous le nom de code « Gideon » a échoué lamentablement au début du mois de mai 2020. L'action était dirigée contre le gouvernement du président Nicolás. Le 8 mai 2020, plusieurs personnes ont été traduites en justice. Parmi les accusés figurent deux Américains qui travaillaient pour une société de mercenaires basée dans l'État américain de Floride.  
Au même moment, le bureau du procureur général du Venezuela a demandé des mandats d'arrêt pour deux conseillers politiques vénézuéliens et l'Américain Jordan Goudreau. Ils sont accusés d'avoir participé à la planification, au financement et à l'exécution d'une tentative de coup d'État.  
  
Goudreau est le propriétaire de la société de sécurité américaine Silvercorp, qui, selon le Washington Post et le bureau du procureur vénézuélien, a signé un accord avec le « président intérimaire » autoproclamé Juan Guaidó. Juan Guaidó, soutenu par les gouvernements américain, britannique et allemand, est l'adversaire du président actuel Maduro.  
  
Il est intéressant de noter que le parti d'opposition de droite Primero Justicia, en français « La justice d'abord », s'est clairement distancié de Juan Guaidó, qui était soutenu par les gouvernements occidentaux. Ce parti a même demandé à l'opposant illégitime du président Maduro de démettre ses associés qui ont participé à l'opération Gideon et qui sont maintenant mis en accusation.  
Dans un communiqué de presse, ce parti a rejeté toute forme d'ingérence extérieure dans les affaires du Venezuela. En fin de compte, ces actions ont « frustré notre peuple » et ont empêché le changement politique.   
  
Primero Justicia prouve ainsi sa loyauté envers le peuple vénézuélien en ne s'impliquant pas dans la stratégie du « diviser pour mieux régner » fomentée depuis l’étranger.

**de hm.**

**Sources:**

Festnahmen von und Anklage gegen Teilnehmer an der Invasion  
Staatsloyalität der rechtsgerichteten Oppositionspartei Zuerst Gerechtigkeit( Primero Justicia, PJ) :  
<https://amerika21.de/2020/05/239732/venezuela-festnahmen-bewaffnete-invasion>  
  
Großbritannien als Fädenzieher von Umsturzversuchen:  
<https://amerika21.de/2020/05/239876/grossbritannien-destabilisierung-venezuel>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#Venezuela-fr - [www.kla.tv/Venezuela-fr](https://www.kla.tv/Venezuela-fr)  
  
#USA-fr - [www.kla.tv/USA-fr](https://www.kla.tv/USA-fr)

[](https://www.kla.tv/fr)**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!  
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)

*Licence: C:\Users\W\Downloads\ccby_transparent.png Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.  
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.